

Police pas lisse

Tribune – Edito – Ndimby A. – 19/12/11

Les [bisbilles entre policiers et magistrats](#) me font rire jaune. Elles me font rire, car elles illustrent ce sur quoi je tente d'attirer l'attention depuis plus de deux ans : l'incapacité de ce régime hâtif à gérer le pays. Mais je ris jaune, car d'une part un magistrat est mort à cause des policiers ; et d'autre part, parce que le niveau de tension place le pays au bord d'une poudrière, dans la mesure où parmi les protagonistes se trouvent des gens armés et animés d'un corporatisme de très mauvais aloi.

Rappelons ce qui était écrit le 21 octobre 2009 dans « [Le spectre du failed state](#) » : « *On risque alors de se retrouver dans le cas de ce que les universitaires anglo-saxons appellent un failed state (État défaillant), caractérisé par un certain nombre de points : la perte de contrôle territorial, l'érosion de l'autorité légitime dans les décisions collectives, l'incapacité à fournir des services publics raisonnables, tout comme l'incapacité à interagir avec la communauté internationale* ».

Que nous montrent les dernières semaines, si ce n'est que le *failed state* anticipé depuis deux ans est de moins en moins un spectre, et de plus en plus une réalité. Bien entendu, l'actualité immédiate se focalise sur le bras de fer entre juges et flics. L'assassinat d'un magistrat par des policiers qui se sont mutinés est une limite de plus qui est franchie à cause de l'anarchie et de la déliquescence de l'autorité de l'État depuis près de trois ans : refuser de le voir relève d'un aveuglement qui fait plus que friser avec l'inconscience. Aussi, on ne peut qu'être estomaqué en lisant le [forumiste hrrys](#) qui déclare que « *Les dérives policières et /ou militaires ne sont pas du tout des paramètres par lesquels on déduire la défaillance du gouvernement en place* ».



peut

Le plus cancre des étudiants de première année en science politique sait que l'État doit avoir le monopole de l'usage de la violence sur son territoire. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, « *Un contrôle effectif des civils sur l'armée et les autres forces de sécurité* » figure parmi les [six critères de la démocratie](#). Quand les bandits ont de plus en plus de latitude pour faire ce que bon leur semble, la situation de monopole légal de l'État est battue en brèche. Un État qui n'arrive pas à maîtriser ses forces de sécurité est donc un État défaillant. Toute argumentation fallacieuse pour tenter de justifier du contraire ne peut qu'être une tentative de noyer le poisson pourri.

L'État doit pouvoir se faire craindre dans son application de la Loi, et empêcher que le franchissement des barrières puisse se faire en toute impunité. Mais la Loi a aussi pour fonction de protéger le simple citoyen contre l'arbitraire des autorités. Ni l'un, ni l'autre ne se passent actuellement, et la solution que proposent les Rapetou et leurs griots est la politique de l'autruche : ne pas parler des problèmes pour qu'ils disparaissent. Question : ne plus parler des problèmes ne va-t-il pas plutôt encourager leurs auteurs à persévérer ?

La mutinerie des flicailles à Toliara n'est pas le seul phénomène inquiétant qui implique les forces de l'ordre. Les actes de banditisme auxquels sont associés des membres des forces de l'ordre, soit directement, soit indirectement à travers la location d'armes, défraient la chronique. Et on ne parle même pas des rumeurs de plus en plus persistantes entre les réseaux qui protègent les bandits soit dans les milieux politiques, soit dans les milieux policiers, ou encore dans ceux de la Justice. Qui n'a pas été sollicité par un « *hisotroana kafe kely ramosa* » lors de passage à un barrage de police ? Qui ne connaît pas dans son entourage des gens victimes d'abus de pouvoir de la part des policiers, et qui se sont vus accuser de chefs d'inculpations tels qu'outrage à agent de police à la moindre protestation ? Qui n'a pas une anecdote à raconter de tracasseries judiciaires et d'arrestations contre toute logique ? Quand les *polisy* deviennent *volera*, c'est l'équilibre même qui remonte aux jeux de notre enfance qui est rompu.

De ce qui précède, les deux piliers de la République que sont la Justice et les forces de l'ordre ont perdu toute crédibilité depuis mars 2009. Et ce n'est pas à coup de conférence de presse des uns et des autres qu'ils vont redorer un blason sérieusement écorné par une politisation de la justice et des affaires louches à n'en plus finir. Quant au Cow-Boy Riri, toujours très prompt à s'agiter dès qu'il s'agit de réprimer l'opposition, il est curieux qu'il soit aussi incolore, inodore et transparent quand il s'agit de remplir sa première mission qui est de courir après les bandits [1]. Il est vrai que c'est moins dangereux de s'attaquer à des opposants et à des journalistes, que de mettre un terme aux exactions de bandits lourdement équipés d'armes de guerre,

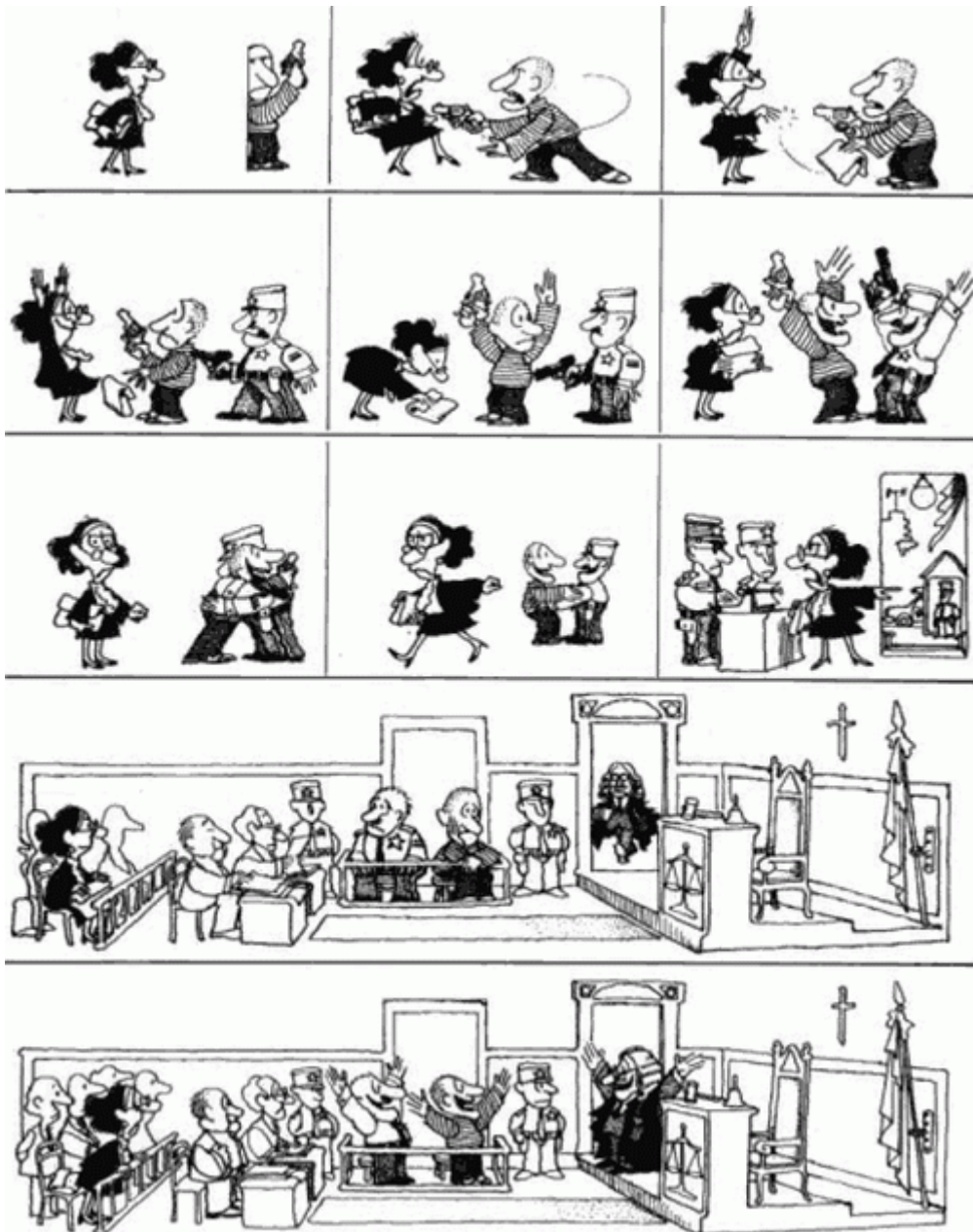
pourtant censées se trouver bien au chaud dans les casernes. On se demande d'ailleurs comment elles sont sorties, et pourquoi.

Sans vouloir être désagréable envers qui que ce soit, il y a quand même une réaction au sujet du conflit entre policiers et magistrats qui m'a vraiment fait éclater de rire. L'ancien secrétaire d'État à l'insécurité publique s'est fendu la semaine dernière d'une conférence de presse pour interpellier ses collègues policiers au nom de la Bible. Cet individu, payé par les contribuables pour assurer l'ordre public, s'est déshonoré depuis février 2009 en intégrant un Gouvernement insurrectionnel ; en entrant par effraction pour investir des édifices publics lors de la prise des ministères par les révolutionnaires orangés ; et a ensuite marqué de son empreinte d'incompétent l'histoire de Madagascar en matière de sécurité. Il n'a donc aucune crédibilité à jouer le père-la-vertu envers qui que ce soit, et encore moins à instrumentaliser la Bible. Quand on pense que ce barbichou se prétend Mpiandry, on se demanderait presque si les athées n'ont pas raison.

Il paraît que le Grand Hâtif a donné mission au Premier ministre Beriziky pour régler le conflit entre policiers et magistrats. En d'autres termes, « j'ai foutu la m.... dans ce pays, prends la serpillière et essuie ». Bien entendu, certains vont avoir la gâchette facile et dire que ce n'est pas sous la Transition qu'on a découvert que la corruption et l'indiscipline étaient des phénomènes qui minaient la justice et la police. D'autres iront même plus loin : Andry Rajoelina n'a fait qu'hériter d'une situation générée par des décennies de népotisme, de clientélisme politique et de politisation de l'administration, et qu'il n'est pour rien dans la gabegie actuelle. Effectivement, la politisation des forces de sécurité a commencé avec les sinistres FRS de la Première République, et s'est amplifié avec l'Amiral sans flotte qui a vu dans les militaires des « militants en uniforme ».

Toutefois, on ne peut que s'étonner des arguments qui tentent de dégager la responsabilité du DJ dans l'amplification du problème depuis le premier trimestre 2009. Avoir implanté les germes de la division en suscitant la mutinerie du CAPSAT (et au sein de la Police, cf. le cas d'Organès Rakotomihantarizaka) pour arriver au pouvoir ne pouvait rester sans conséquences. Et il ne faut pas oublier un point, comme l'a rappelé un forumiste : Andry Rajoelina a fait le fanfaron dès la fin du mois de janvier 2009 en déclarant que c'était désormais lui qui commandait à l'armée et à la police. Comment certains peuvent-ils encore dire que Rajoelina n'a aucune responsabilité sur la faillite de l'État, sans oublier la fozification des mentalités ? Qu'il ait le courage d'assumer ce qu'il a dit ! Je ris également en constatant que ce sont deux ministres qui figuraient parmi les copains imposés par Rajoelina qui se font remarquer. Dans un pays normal, le Ministre de la Police nationale aurait démissionné de son propre chef, au lieu d'appeler ses potes à la rescousse.

L'ancienne actrice de films pornographiques Clara Morgane était interviewée la semaine dernière sur LCI, et le journaliste lui a demandé si elle avait l'ambition d'utiliser sa notoriété pour faire de la politique et se présenter aux présidentielles. La sagesse de sa réponse donne à réfléchir : « *Je n'ai pas d'ambition présidentielle. Il faut laisser cela aux gens qui ont fait beaucoup d'études. Moi avec mon humble BTS d'action commerciale, je ne prétends à rien* ». Au moins en voilà une qui sait ce qu'elle vaut, contrairement à certains mégalomanes qui n'ont même pas le baccalauréat, mais que la vacuité de leur cursus académique, de leur expérience professionnelle ou tout simplement du nombre d'années vécues n'empêche pas de jouer les apprentis-sorciers avec 20 millions de vies. « *Je ne serai pas plus nul que Ravalomanana* » avait péroré Rajoelina. Mais au moins je suis sûr d'une chose : ce n'est pas avec Ravalomanana que les policiers auraient pu se livrer à ces pitreries à Toliara.



Notes

[1] D'ailleurs, je serai intéressé de savoir si les super-enquêteurs ont trouvé autre chose que des lampistes dans l'affaire du vol de la Couronne. Ils sont si prompts à trouver les commanditaires des pseudo-bombes et pseudo-attentats quelques heures après les événements, si ce n'est même avant.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Police-pas-lisse.16842.html>